

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'ÉDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES
ET CULTURELLES NATIONALES,
DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

COMMISSIE VOOR HET
BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET
ONDERWIJS, DE NATIONALE
WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE
MIDDENSTAND EN DE
LANDBOUW

du

van

MARDI 22 FÉVRIER 2011

DINSDAG 22 FEBRUARI 2011

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 16 par Mme Liesbeth Van der Auwera, présidente.

01 Question de Mme Miranda Van Eetvelde au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "la régularisation des années d'études pour les indépendants" (n° 2376)

01.01 **Miranda Van Eetvelde** (N-VA): Les années d'études sont comptabilisées pour la constitution des droits à la pension. Un travailleur indépendant qui veut obtenir une régularisation doit toutefois avoir débuté son activité dans les 180 jours suivant la fin des études, ce qui peut poser problème. Une période d'inactivité immédiatement après la fin des études peut donc sérieusement hypothéquer les possibilités de pensions.

La ministre a-t-elle conscience de ce problème? Les années d'études des indépendants qui démarrent leur activité plus tardivement ne peuvent-elles en aucune manière être régularisées? Ne pense-t-elle pas que cette réglementation devrait être adaptée et, dans l'affirmative, de quelle manière?

01.02 **Sabine Laruelle**, ministre (*en néerlandais*): Le législateur accorde au demandeur une période équitable de 180 jours pour commencer une activité comme indépendant. Dans l'intervalle, l'intéressé peut évidemment avoir exercé une activité d'une autre nature et s'être constitué des droits sur cette base. La demande de régularisation des années d'études peut aussi être introduite plusieurs années après la fin des études. Sur la base de la pratique quotidienne, les services concernés ne voient pas de raison urgente de modifier la loi mais je suis éventuellement disposée à demander un avis sur ce point.

01.03 **Miranda Van Eetvelde** (N-VA): Cette demande est surtout le fait de médecins, parce qu'une période donnée n'entre pas en ligne de compte pour leur pension. Il me paraît vraiment nécessaire de modifier la réglementation.

L'incident est clos.

02 Questions jointes de

- M. Karel Uyttersprot à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les guichets d'entreprises" (n° 2643)
- M. Karel Uyttersprot à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les inscriptions auprès des guichets d'entreprises" (n° 2644)
- M. Peter Logghe à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'évaluation des guichets d'entreprises" (n° 2689)

02.01 **Karel Uyttersprot** (N-VA): Depuis 2000, des guichets d'entreprises agréés assurent la gestion du registre de commerce.

Les critères d'agrément de ces guichets d'entreprises ont-ils été modifiés depuis? Leur nombre a-t-il augmenté ou diminué? Quels sont les guichets actuellement agréés? Une évaluation de leur fonctionnement a-t-elle déjà été réalisée? Leur création a-t-elle effectivement permis d'obtenir la simplification administrative désirée? Quelles sont précisément les tâches de ces guichets d'entreprises? La ministre dispose-t-elle de données sur le nombre d'inscriptions et de radiations d'entreprises?

02.02 Peter Logghe (VB): Combien d'instances ont été agréées comme guichet d'entreprise? A-t-il été procédé à une mesure objective de la charge de travail? Des différences régionales ont-elles été mises en évidence? La ministre envisage-t-elle une évaluation du fonctionnement des guichets d'entreprises? Des auditions pourraient-elles être organisées au sein de cette commission à ce sujet? Je vois que la ministre opine du chef.

Les objectifs des guichets d'entreprises – la réduction des charges administratives, l'accélération des procédures et la diminution des frais – ont-ils été atteints? Qu'en est-il du coût de ces guichets?

02.03 Sabine Laruelle, ministre (en néerlandais): La loi du 7 décembre 2009 a modifié les critères d'agrément des guichets uniques et étendu la mission des guichets d'entreprises. Cette extension requiert toutefois qu'un accord soit passé avec les entités fédérées, ce qui n'est pas encore chose faite.

Il est possible de mesurer la pression du travail dans les neuf guichets d'entreprises agréés qui fonctionnent comme ASBL à l'aune du nombre d'inscriptions auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises (BCE). J'en remettrai un tableau à M. Logghe. Leurs revenus pour l'année 2010 ne sont pas encore connus. Des disparités régionales, qui sont le résultat d'évolutions historiques, sont perceptibles. Tous les guichets d'entreprises sont actifs dans les trois Régions à l'exception du Guichet d'entreprises UCM qui n'est actif qu'en Wallonie et à Bruxelles.

Le 1^{er} juillet 2003, dix guichets d'entreprises agréés comptant 235 bureaux étaient recensés. L'un d'eux, la Chambre du commerce et de l'industrie, a cessé ses activités. Dès lors, il ne reste plus que neuf guichets comptant 205 bureaux, à savoir Acerta, Eunomia, Formalis, Partena, Go-Start, le Guichet d'entreprises UCM, Xerius et Zenito.

Le fonctionnement et les missions des guichets d'entreprises ont évolué depuis leur création. Le SPF Économie effectue des contrôles de qualité permanents et veille à l'application de la législation. En 2005 et 2007, un cabinet externe de réviseurs d'entreprises a procédé à des audits financiers. Les guichets d'entreprises fournissent un travail de qualité.

Lors de l'inscription à la BCE, certains ordres professionnels souhaitent un contrôle préalable des critères d'aptitudes et il a dès lors été décidé de compléter l'inscription par un label sur la base des données extraites d'une base de données.

J'ai veillé à une simplification administrative dans les limites des compétences qui me sont dévolues. Les guichets d'entreprises sont entièrement compétents pour ce qui concerne la législation sur l'aptitude à entreprendre, la preuve des connaissances de base en matière de gestion d'entreprise et les aptitudes professionnelles, l'autorisation d'exercice des activités ambulantes ou foraines, le registre des entrepreneurs remplaçants et la délivrance de cartes professionnelles pour étrangers. Un accord de coopération est en préparation avec les entités fédérées pour régler les missions du guichet unique.

La collecte de tous les types de demandes d'autorisation permettra à l'entreprise d'économiser du temps et de l'argent. Les guichets d'entreprises ne génèrent pas de frais directs pour l'État, car ils s'autofinancent et sont payés à la prestation.

Je fournirai également aux commissaires un tableau comportant le nombre d'inscriptions pour les entreprises commerciales et artisanales pour la période de 2006 à 2010. Le nombre de suppressions ou de radiations pour les personnes morales et physiques par guichet d'entreprise figure en annexe.

02.04 Karel Uyttersprot (N-VA): Quelle est la Chambre de commerce et d'industrie qui ne fait plus office de guichet d'entreprises?

02.05 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): Je vais m'informer à ce sujet.

02.06 Karel Uyttersprot (N-VA): Les guichets d'entreprises ne peuvent survivre financièrement qu'en s'associant à des secrétariats sociaux et à des caisses sociales.

02.07 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): Effectivement. La plupart des guichets d'entreprises sont également des caisses d'assurances. Nous voulons évaluer la possibilité d'en faire une seule entité basée sur une comptabilité unique. Nous avons réalisé deux audits relatifs respectivement à la fonction de caisse et à celle de guichet. La chute du gouvernement ne nous a pas permis de poursuivre ce projet. Il est essentiel qu'un indépendant puisse savoir en quoi consistent les frais qu'il paie. En d'autres termes, il doit savoir s'il paie des frais de gestion d'une caisse d'assurances ou une cotisation pour l'inscription à un guichet d'entreprises.

02.08 Karel Uyttersprot (N-VA): Les guichets d'entreprises ne sont pas rentables sans un couplage à, par exemple, une caisse d'assurances sociales.

02.09 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): Personne n'est obligé d'ouvrir un guichet d'entreprises. Il est évident que dans un guichet d'entreprises couplé à une caisse d'assurances sociales, l'on proposera aux clients de s'affilier à cette caisse-là. Ce n'est toutefois pas une obligation.

02.10 Peter Logghe (VB): Une évaluation a-t-elle déjà été effectuée?

02.11 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): En 2005 et en 2007, deux audits ont été réalisés, à l'issue desquels la comptabilité des guichets d'entreprises a été revue. Une nouvelle évaluation serait prématurée.

L'incident est clos.

03 Question de M. Theo Francken à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le recours par la famille royale aux services du SPP Politique scientifique" (n° 2722)

03.01 Theo Francken (N-VA): Le SPP Politique scientifique finance plusieurs initiatives de la Maison royale.

Quels moyens le SPP a-t-il mis à la disposition de la famille royale en 2008, 2009 et 2010 par le biais des divers services ou de dotations? Quand et pourquoi ces moyens ont-ils été affectés à la famille royale?

03.02 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): Ce type de sujet se prêterait mieux à une question écrite. Je réponds à toutes les questions écrites dans les délais impartis.

Les moyens que le SPP Politique scientifique octroie au palais royal sont inscrits au budget du SPP en question.

L'article budgétaire 61.15.12.14 concerne l'ouverture du palais royal au public. Il sert à payer la surveillance et l'entretien du palais royal pendant la période de deux mois environ où il est accessible aux visiteurs. Les frais supplémentaires pour l'électricité et pour le personnel de la liste civile sont payés directement à la liste civile. Il s'agit d'environ 20 000 euros. En 2008, les crédits s'élevaient à 294 000 euros. En 2009, il s'agissait de 300 000 euros et en 2010, de 287 000 euros. En 2008, 188 689,82 euros ont été utilisés; en 2009 il s'agissait de 297 093,64 euros et en 2010, de 211 107,99 euros.

L'article budgétaire 61.23.12.23 concerne la promotion culturelle à l'étranger. Il s'agit de crédits versés à la liste civile pour des dépenses en cadeaux d'affaires artisanaux destinés à honorer les pays qui reçoivent nos souverains à l'occasion d'un voyage officiel. En 2008, 2009 et 2010, les crédits s'élevaient à chaque fois à 24 000 euros. Les montants utilisés se chiffrent à 23 298,10 euros en 2008, 20 093,36 euros en 2009 et 23 486,71 euros en 2010.

L'article budgétaire 60.11.33.01 concerne la Fondation Prince Laurent. Ces crédits servent à financer les

projets de la Fondation.

Le crédit résiduel, qui s'élevait à 35 000 euros en 2010, n'a plus été utilisé depuis 2007.

03.03 Theo Francken (N-VA): Je promets de ne plus importuner la ministre avec des questions portant sur des données chiffrées en commission.

L'incident est clos.

04 Question de Mme Özlem Özen à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "un musée des civilisations" (n° 2855)

04.01 Özlem Özen (PS): Dans un article du journal *Le Soir* du 31 janvier, vous évoquez la possibilité de rassembler en un lieu des œuvres actuellement dispersées, pour former un seul musée des civilisations. Actuellement, les collections concernées sont dispersées entre les Musées Royaux d'Art et d'Histoire, le Musée Royal de l'Afrique centrale et les Musées d'Extrême-Orient. La répartition de ces collections n'est pas très logique. De plus, la qualité muséographique est plus qu'inégale. Les rassembler mettrait en évidence la richesse et la diversité de cultures non européennes.

Pourriez-vous préciser votre idée de créer un musée des civilisations?

04.02 Sabine Laruelle, ministre (en français): Depuis que j'ai pris la responsabilité de ce département, j'insiste sur l'ouverture de nos collections aux citoyens. J'ai plaidé à plusieurs reprises pour réunir des objets conservés en différents endroits et réaliser ainsi des musées plus riches et plus variés.

Un musée des civilisations tel que je le conçois rassemblerait des objets qui illustreraient l'histoire de civilisations. Plus les moyens mis en commun sont considérables, plus les ambitions peuvent être élevées. Ce principe est largement accepté par les responsables de nos établissements scientifiques. Mais cela ne veut pas dire que les objets doivent changer de lieu officiel de conservation. En effet, il faut parfois tenir compte d'arguments juridiques, historiques ou scientifiques. C'est notamment le cas de donations.

Un musée des civilisations ne doit pas non plus être définitivement figé. En effet, même les salles permanentes de nos musées doivent se renouveler régulièrement pour continuer à attirer le public.

Mais un gouvernement en affaires courantes ne peut mener à bien ce projet.

L'incident est clos.

La **présidente**: Les questions posées à Mme Laruelle sont épuisées et nous passons à présent aux questions adressées à M. Maignette.

05 Question de Mme Meyrem Almaci au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les publicités accompagnant les titres-repas" (n° 2352)

05.01 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Les titres-repas sont de plus en plus accompagnés de publicités non sollicitées. Les réductions proposées sont minimales, les messages sont souvent ciblés au point qu'ils semblent être utilisés à des fins de marketing direct. Le ministre partage-t-il cette analyse?

En joignant des publicités à ces titres, les employeurs obtiennent ceux-ci à un tarif réduit. Ils sont ainsi doublement récompensés étant donné qu'ils versent déjà moins d'impôts sur le travail en rémunérant en partie leurs travailleurs en titres-repas. Quelle est la position du ministre à ce sujet?

Les fournisseurs des titres-repas réalisent également des bénéfices supplémentaires en joignant de la publicité aux titres-repas. La loi autorise-t-elle que le système des titres-repas soit utilisé à ces fins? Les données personnelles des travailleurs sont-elles transmises à des fins commerciales?

L'arrêté royal relatif à l'introduction des titres-repas sous forme électronique devrait être mis en œuvre en 2011. Les titres-repas électroniques seront-ils également accompagnés de publicités?

Les montants des titres-repas périmés reviennent intégralement à la société émettrice. Des mesures sont-elles prises pour changer cette situation ou faudra-t-il également attendre pour cela l'introduction des titres-repas électroniques?

05.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Je ne puis fournir de réponse qu'en ce qui concerne la publicité destinée aux consommateurs. Les autres questions doivent être adressées à la ministre de l'Emploi.

Les bons joints aux titres-repas relèvent de la notion de publicité telle qu'elle est définie dans la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur. Conformément à l'article 100 de cette loi, les travailleurs peuvent s'opposer à la réception de ces publicités. Ils doivent disposer de cette possibilité et ne peuvent se voir imputer des frais à cet égard.

Les titres-repas électroniques relèvent de la loi du 11 mars 2003 qui fixe des règles encore plus strictes: le consommateur doit donner son consentement préalable à la réception de publicités.

Je demanderai à la Direction générale du Contrôle et de la Médiation de se pencher sur la question.

05.03 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): De nombreux travailleurs ont le sentiment qu'il s'agit de marketing direct. Il est inquiétant que le ministre ne sache pas si c'est effectivement le cas.

J'ai également reçu des courriels d'une personne qui a tenté en vain de s'opposer à ces publicités: l'émetteur lui a prétendu qu'elle devait s'adresser à son employeur et ce dernier – une administration – a tout simplement décidé de continuer à envoyer des publicités.

Les émetteurs de titres-repas ont découvert un commerce très lucratif: ils perçoivent des fonds chez les employeurs comme chez les commerçants, ils ajoutent de la publicité et lorsque les bons sont périmés, ils encaissent tout le bénéfice. Je m'inquiète de constater que le ministre n'y voit apparemment pas à redire. Il demandera à ses services ce qu'il en est. Voilà une bien maigre réponse!

L'incident est clos.

06 Question de M. Willem-Frederik Schiltz au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les conclusions du Conseil européen" (n° 2765)

06.01 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Le Conseil européen du 4 février a demandé à la Commission européenne de déposer, d'ici juin 2011, une note relative à la sécurité de l'approvisionnement énergétique et à la collaboration internationale en matière d'énergie. Il est demandé aux États membres d'informer la Commission européenne, à partir du 1^{er} janvier 2012, des accords énergétiques bilatéraux conclus avec des entreprises de pays tiers. Ces informations seraient transmises tout en préservant le caractère confidentiel de certaines données.

Que pense le ministre de cette obligation d'information? Comment ces informations seront-elles communiquées? Est-il légitime de dissimuler ces informations?

06.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Un devoir d'information correct et réciproque entre les États membres de l'Union européenne et la Commission européenne est d'une grande importance si l'on veut être en mesure de parler d'une seule voix vis-à-vis de pays tiers. Les États membres se sont engagés au sein du Conseil européen à communiquer à la Commission européenne à partir de 2012 les accords énergétiques bilatéraux conclus avec des pays tiers. La Commission diffusera ces informations de façon adéquate parmi les États membres afin de préserver le caractère confidentiel des informations délicates d'un point de vue commercial.

La communication relative aux relations énergétiques extérieures, que la Commission européenne publiera en juin 2011, comportera des propositions concrètes concernant la mise en œuvre de cette obligation d'information. Je vais demander que le caractère sensible d'une publication de ces informations relevant des entreprises énergétiques soit pris en compte.

06.03 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Cette mesure oblige les États membres à s'aventurer en terrain glissant en recueillant des données privées et confidentielles. Nous avons déjà pu constater dans les discussions avec la CREG combien il est parfois malaisé de les obtenir. Elles devront en outre être mises en commun, de sorte que toute l'Europe pourra en prendre connaissance. J'espérais une réponse plus concrète de votre part. Vous adoptez une attitude attentiste et laissez la Commission européenne dicter ce qu'il faudra faire. C'est dommage. Le prochain ministre de l'Énergie interviendra peut-être de manière plus assertive.

L'incident est clos.

07 Question de Mme Zoé Genot au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'usage d'un prénom comme marque commerciale d'automobile" (n° 2794)

07.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): La "Zoé" est un modèle de voiture électrique proposé par le constructeur Renault. L'usage de ce prénom comme marque commerciale le dénature; discrédité, il sera inévitablement appelé à disparaître.

Ne pensez-vous pas qu'il faille mettre des limites à la propension de certains commerciaux à s'approprier toute sorte d'éléments? En particulier, que pensez-vous de l'usage d'un prénom comme marque commerciale d'automobile? Comment pourriez-vous protéger les consommatrices nommées "Zoé" contre l'usage dénaturé de leur prénom? Est-il envisageable de légiférer pour interdire l'usage d'un prénom comme marque commerciale d'un produit? (*Hilarité*)

07.02 Paul Magnette, ministre (*en français*): Humainement, je comprends ce que vous pouvez ressentir. Toutefois, juridiquement, les détenteurs du prénom "Zoé" ne sont pas dans une relation commerciale avec un produit. Ils sont commercialement dépossédés de leur prénom mais cela n'entre pas dans le cadre des relations juridiques entre consommateurs et action d'achat ou de service que couvrent les lois de protection des consommateurs. Le droit actuel ne permet pas d'apporter de réponse à vos légitimes préoccupations.

Quant à savoir s'il faut légiférer pour interdire l'usage d'un prénom pour dénommer des choses, je n'ai pas d'avis définitif mais le Parlement pourrait formuler des propositions en ce sens.

07.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Ce qui me choque, c'est le déséquilibre entre une marque qui peut se défendre et le manque d'outils des personnes pour défendre ne fût-ce que leurs prénoms.

L'incident est clos.

08 Questions jointes de

- **M. Peter Logghe** au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le but des contrôles électriques" (n° 2797)

- **M. Bert Wollants** au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le contrôle de conformité de l'installation électrique lors de la vente de logements" (n° 2835)

08.01 Peter Logghe (VB): Depuis juillet 2008, une attestation de contrôle de l'installation électrique doit être produite lors de la vente d'une habitation. Or pour la grande majorité des 100 000 ventes de maisons et d'appartements qui ont lieu chaque année, ce document est absent.

Que pense le ministre de cette situation? L'attestation de contrôle a-t-elle un sens si aucun contrôle et aucune sanction ne sont prévus? Le SPF Économie manque-t-il de personnel? Le recours à des formulaires de déclaration électroniques est-il envisagé?

08.02 Bert Wollants (N-VA): L'attestation ne doit pas seulement être produite lors de la vente d'une habitation: un nouveau contrôle est aussi imposé tous les 25 ans. S'il apparaissait que le SPF Économie manque de personnel pour procéder aux contrôles et que les sanctions ne sont pas appliquées, il se pourrait que beaucoup d'installations électriques ne soient pas conformes. Cette situation pourrait entraîner des difficultés au niveau des assurances incendie.

Comment les certificats sont-ils traités? Qu'advient-il lorsqu'une installation est déclarée non conforme? Assure-t-on le suivi des nouveaux contrôles et des sanctions sont-elles prévues? Combien d'équivalents

temps plein sont-ils engagés au sein du service chargé du suivi? Des propriétaires qui ne possédaient pas de certificat ont-ils déjà été dispensés du paiement d'une indemnité?

08.03 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Outre le contrôle prévu pour les nouvelles habitations ou lorsqu'il a été procédé à d'importants travaux d'agrandissement, il existe aussi une législation spécifique sur le contrôle des installations électriques lors de la vente d'habitations construites avant octobre 1981. Il n'existe encore aucun système de gestion centralisée et informatisée des certificats de contrôle. Le contrôleur délivre un certificat de contrôle sur place. Celui-ci doit être conservé pendant au moins cinq ans par les instances de contrôle.

Dans la pratique, les notaires et les agences immobilières demandent au vendeur qu'il fasse effectuer un contrôle préalablement à la vente d'une maison. Les organismes agréés sont submergés de demandes pour de tels contrôles. Il est donc bien procédé à ces contrôles. Une surveillance supplémentaire par les autorités publiques est plutôt superflue.

Une installation est contrôlée lors de la vente d'une habitation. Le vendeur doit transmettre le certificat de contrôle au notaire qui le fournit ensuite à l'acquéreur. Si le certificat est négatif, l'acquéreur peut refuser l'achat ou se charger lui-même de la réparation de l'installation. Le propriétaire dispose d'un délai de 18 mois pour faire effectuer un nouveau contrôle mais il peut demander une prolongation en cas de problèmes de réparation.

À l'heure actuelle, quelque 800 demandes de prolongation sont à l'examen. Aucun cas de vente déclarée nulle en raison d'un certificat négatif n'a été signalé au SPF Économie. Aucune sanction n'est prévue si le nouveau contrôle a été effectué tardivement ou s'il n'a pas été effectué. Le propriétaire risque alors que son assureur découvre ce manquement en cas d'incident.

À l'heure actuelle, quatre personnes sont occupées à temps plein à la gestion des dossiers au sein du service compétent et 1,5 équivalent temps plein est autorisé à constater les infractions à la réglementation relative aux installations électriques.

Je ne dispose d'aucune information concrète relative aux assurances incendie. Le SPF Économie ne doit pas être informé de la vente de toutes les habitations anciennes. Il y en a environ 80 000 par an.

Les autorités doivent néanmoins intervenir si une plainte est formulée ou dans les cas qui doivent lui être signalés conformément aux prescrits, en particulier l'homologation et le suivi du fonctionnement correct des organismes de contrôle.

L'envoi électronique d'un rapport de contrôle aux autorités compétentes n'est pas réalisable pour l'instant. Le propriétaire ne dispose pas toujours d'une version électronique du rapport ou de l'équipement électronique nécessaire dans le cadre d'une procédure numérique.

08.04 Peter Logghe (VB): J'ai été actif dans ce secteur par le passé et je n'ai jamais eu connaissance de refus de compagnies d'assurances parce qu'une telle attestation manquait. Je ne doute nullement de l'utilité d'une installation électrique convenable et agréée mais cette mesure est inutile s'il n'y a pas de personnel pour suivre les dossiers et si les régimes de sanctions sont inefficaces.

08.05 Bert Wollants (N-VA): Si l'on souhaite renforcer les contrôles, il faut effectivement plus de personnel. Les contrôles doivent être exercés autrement, afin qu'un suivi administratif soit assuré. Il faut avoir recours à cet effet aux technologies modernes.

L'incident est clos.

09 Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la demande du patronat de prendre d'urgence des mesures en ce qui concerne les voitures électriques" (n° 2889)

09.01 Peter Logghe (VB): Pourquoi les autorités publiques des pays voisins sont-elles beaucoup plus ambitieuses dans le domaine de la promotion des voitures électriques que les autorités belges? Quel budget le gouvernement veut-il dégager pour promouvoir le développement de la mobilité électrique? Envisage-t-il

par exemple l'installation de bornes de recharge publiques? Une concertation a-t-elle lieu à ce sujet avec les Régions?

09.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Il existe en Belgique une entreprise qui fabrique des éléments de batterie et assure le recyclage mais il n'y a aucun fabricant. La Région flamande a annoncé qu'elle libère 17 millions d'euros pour des projets pilotes concernant les véhicules électriques.

La Région de Bruxelles-Capitale soutient un projet de voitures électriques partagées et la Région wallonne aussi a annoncé un ambitieux projet en matière d'énergies renouvelables qui accorde une large place aux véhicules électriques.

À l'échelon fédéral, les acheteurs de véhicules électriques et de bornes de recharge bénéficient d'avantages fiscaux et une plate-forme de concertation est financée. Il existe également des projets de développement de points de recharge, privés ou subventionnés par l'État.

Il n'y a pas encore de projet commun pour des véhicules électriques. L'objectif du plan d'action de la Belgique pour les énergies renouvelables est d'atteindre d'ici à 2020 un taux de pénétration des véhicules électriques correspondant à 2 % des carburants ou 4 % du parc automobile. Les décisions hâtives dans ce dossier complexe ne sont pas conseillées. Aussi longtemps qu'il n'existe pas une offre massive de véhicules électriques et un modèle européen unique de prises électriques, il est préférable de se concentrer sur des projets pilotes.

Mon administration suit l'évolution de ce dossier.

09.03 Peter Logghe (VB): À l'étranger, l'attitude adoptée est nettement plus proactive.

L'incident est clos.

10 Questions jointes de

- **M. Kristof Calvo** au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les observations de la Commission européenne concernant la régulation des prix" (n° 2893)
- **M. Bert Wollants** au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le dispositif de contrôle des prix de l'électricité" (n° 2894)
- **M. Peter Logghe** au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les observations de la Commission européenne concernant ses propositions de contrôle des prix" (n° 2918)
- **M. Willem-Frederik Schiltz** au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la mise en place d'un dispositif de contrôle des prix de l'électricité facturés aux ménages et aux PME" (n° 2923)

10.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Un rapport récent de la Banque Nationale a de nouveau mis en évidence la sensibilité de l'inflation aux fluctuations des prix de l'énergie. Le ministre a proposé une régulation des prix dans le cadre de la transposition du troisième paquet énergie. Toutefois, cette régulation n'enthousiasmerait guère la Commission européenne. Le 20 avril 2010, la Cour européenne avait déjà rappelé qu'à l'échelon européen, certaines restrictions existent en matière de régulation des prix. À l'occasion d'une concertation qui s'est tenue le 14 février, la Commission européenne a pointé trois écueils: la composition du comité de suivi, la longueur de la procédure et le caractère permanent de la régulation des prix.

Nous n'avons toujours vu arriver aucun projet de loi. Nous savons que le ministre souhaite s'inspirer du modèle néerlandais et que les discussions sont retardées parce que le gouvernement est en affaires courantes.

Quelles observations la Commission européenne a-t-elle émises? Ces observations pourraient-elles être adressées au Parlement? Quand pouvons-nous espérer la signature d'un accord sur la transposition du troisième paquet énergie?

10.02 Bert Wollants (N-VA): Récemment en séance plénière, le ministre n'a pas répondu aux questions que je lui ai posées sur ce thème mais le lendemain, j'ai pris connaissance dans *De Standaard* d'un compte rendu de la visite du ministre à la Commission européenne, compte rendu dont j'ai déduit que l'Europe

n'approuve pas la proposition Magnette.

Peut-il résumer ce qu'il a dit à la Commission et indiquer quels avis la Commission lui a donnés? Comment le ministre renforcera-t-il la concurrence sur le marché de l'énergie à plus long terme? Comment y associera-t-il l'écrémage de la rente nucléaire? Quel est le rôle de l'État dans le cadre des augmentations de prix actuelles? Les obligations de service public ont-elles une incidence sur les prix?

10.03 Peter Logghe (VB): Pourquoi le ministre souhaite-t-il créer un autre organisme que la CREG pour contrôler les prix de l'énergie? De quelles conditions la Commission européenne assortira-t-elle le système de contrôle des prix proposé et quelles objections a-t-elle soulevées?

Comment le gouvernement compte-t-il s'y prendre pour supprimer les monopoles sur le marché belge de l'énergie?

10.04 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Si l'indice des prix est soumis à de fortes pressions, c'est partiellement en raison de l'augmentation des prix de l'énergie. Il est ressorti des auditions organisées en commission qu'environ un quart des coûts de distribution est constitué de taxes et de prélèvements. C'est peut-être cela qu'il faudrait changer.

Le ministre propose de mettre en place un dispositif de contrôle des prix inspiré du modèle néerlandais mais ce modèle est dans le collimateur de la Commission européenne. Le ministre avait déjà suggéré à plusieurs reprises en 2007 et 2008 d'instaurer des prix maximaux mais cette suggestion avait soulevé – et soulève encore aujourd'hui – une vive controverse.

Comment le ministre réagit-il aux observations – prévisibles – formulées par la Commission européenne?

10.05 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): J'ai préparé deux projets sur un meilleur suivi de l'évolution des prix. Le premier propose de suivre l'évolution des coûts de production de l'électricité. Ce projet date de l'année dernière et est lié au débat sur la rente nucléaire. La Commission européenne y est favorable.

Le second projet porte sur un mécanisme de contrôle des prix finaux. Le but est d'aligner les prix de fourniture du gaz et de l'électricité aux clients résidentiels et aux PME sur les coûts réels. Une limitation des tarifs ne sera négociée qu'en cas d'écart entre les deux. En cas d'échec de ces négociations, un arrêté pourra imposer une limitation des prix. Chaque année, les fournisseurs devront transmettre leurs tarifs de livraison à la CREG. Toute augmentation devra être notifiée quatre semaines avant son entrée en vigueur. Après avis de la Banque Nationale, la CREG vérifiera si les prix constituent une traduction raisonnable des coûts. À défaut et en cas d'échec des négociations, dans les deux semaines qui suivent, sur proposition de la CREG, un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres imposera une limitation des prix. Cette procédure a un effet dissuasif.

La concertation avec la Commission européenne a été une concertation interne pour sonder la faisabilité de ces deux projets. La Cour européenne de Justice étant la seule instance habilitée à se prononcer sur l'interprétation de textes publiés, la Commission ne fait pas de déclarations publiques à ce sujet.

Cet entretien n'a pas fait l'objet d'un rapport officiel. La Commission souhaite que le nombre de membres du comité d'évaluation soit réduit au strict minimum, mais accepte que la Banque Nationale fournisse un avis au régulateur. En cas de baisse des prix, cet avis doit être mis en œuvre sans délai. La Commission juge un mécanisme de contrôle de la baisse des prix inenvisageable, ce que je déplore, mais nous devons nous aligner sur l'Europe. La Commission a également fait observer que le système ne peut rigidifier le fonctionnement du marché, mais n'a pas proposé de délai maximal pour le traitement d'une demande d'adaptation des prix. Nous nous engageons à ce que ce délai soit limité à deux semaines au maximum. Enfin, la Commission a indiqué qu'aucune échéance n'était proposée en ce qui concerne la durée d'application.

La Commission n'a aucune objection de principe contre cette mesure, mais n'est pas particulièrement enthousiaste non plus. Un système de monitoring des prix est du reste déjà appliqué dans plusieurs États membres.

À la suite de l'entretien, nous avons adapté quelques points du projet. La mesure sera applicable jusqu'en 2015, après quoi une évaluation devra avoir lieu. Les cabinets concernés négocient à présent un projet définitif.

Aucune majorité politique ne se dégage actuellement en faveur d'une véritable régulation des prix, mais une libéralisation requiert également un minimum de prescriptions pour éviter les excès et imposer des missions de service public. Nous devons trouver un juste équilibre pour assurer un fonctionnement libre, mais correct du marché.

Les cabinets concernés se concertent actuellement à propos de la transposition du troisième paquet énergétique. Nous espérons pouvoir soumettre une première proposition au Conseil des ministres au début du mois de mars. Ensuite, une concertation devra être organisée avec les Régions et le Conseil d'État devra formuler un avis. Nous ne pourrons pas respecter la date butoir européenne du 3 mars, mais quasi tous les États membres ne seront pas dans les temps.

Les obligations de service public sont imposées aux gestionnaires de réseau tant par le biais de la contribution fédérale – le fonds Kyoto, les tarifs sociaux et le Fonds chauffage – qu'au niveau régional – les compteurs à budget, les livraisons minimums imposées, etc. Selon une estimation brute, les obligations de service public constituent environ 10 % du prix final, à l'exclusion des frais pour les certificats verts. Les régulateurs suivent attentivement l'influence de ces éléments.

10.06 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Je m'étonne que des rapports n'aient pas été établis à la suite des concertations mais je présume qu'il s'agit d'inefficacité plutôt que de désinformation.

Les modifications proposées par le ministre dans la foulée des observations de la Commission sont positives. Mon parti préconise des choix pragmatiques et – contrairement à celui de M. Schiltz – il ne porte pas de regard idéologique sur la politique énergétique. (*Hilarité dans la salle*) Curieusement, ces paroles ne sont pas prises au sérieux.

Nous sommes favorables à une régulation intelligente des prix et nous soutiendrons le ministre à cet effet. Cependant, il devra tenir compte de l'Europe.

Le contrôle et la régulation des prix seront toutefois insuffisants pour ouvrir le marché et mettre fin à la sensibilité du marché énergétique à notre inflation. Nous devons également investir en matière d'efficacité énergétique. Pour ouvrir le marché, il faudra également prévoir une taxe substantielle pour les exploitants du nucléaire.

La transposition du troisième paquet est très importante. Il faudra y consacrer le débat parlementaire qu'il mérite.

10.07 Bert Wollants (N-VA): Le ministre veut imposer un prix déterminé si les négociations échouent mais il s'agira bien alors de régulation et pas uniquement de monitoring des prix. Recourir au seul monitoring des prix a également un effet dissuasif. L'imposition de prix réduira à nouveau la concurrence.

Nous avons lu dans la presse que la Commission veut limiter la fixation des prix à certains groupes cibles, tels que les ménages et les PME. Le ministre n'en a soufflé mot.

Si cette mesure est limitée à 2015, j'espère que nous veillerons à ce que le marché fonctionne correctement d'ici là. L'imposition de prix ne constitue pas une solution au problème des prix élevés. La solution consistera à veiller au rétablissement du marché.

10.08 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): J'aimerais faire en sorte que les prix de production soient l'objet d'une concertation.

10.09 Bert Wollants (N-VA): Dans ce cas, des opérateurs supplémentaires doivent entrer sur le marché. Nous ne parviendrons jamais à nos fins s'il n'y a qu'un seul opérateur dominant. Le débat sur la rente nucléaire montre que le simple fait de répertorier les coûts de production est difficile. Il faudra assurément s'y atteler aussi.

Pour les obligations de service public, il faudra bientôt tenir compte aussi de l'offshore jusque 2020 ou 2025. Dans ce cas, la part de 10 % dans le prix total pourrait bien augmenter de manière spectaculaire.

10.10 Peter Logghe (VB): La libéralisation du marché constitue le problème fondamental en matière d'énergie. Le ministre ne dit pas grand-chose sur ce point. Je crains que la situation n'évolue guère d'ici 2015.

D'un côté, le ministre affirme que la Commission européenne ne formule pas d'objections fondamentales mais, de l'autre côté, il dit tenir compte des objections de la Commission. Il se contredit.

10.11 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Un bon régulateur et la transparence sont les meilleurs garants d'un fonctionnement correct du marché. De même, sur un marché où les fournisseurs sont suffisamment nombreux, l'obligation de notification des adaptations tarifaires est un moyen de pression. Il est impossible pour les fournisseurs d'énergie de suivre les fluctuations du marché s'ils sont obligés de notifier tout changement de prix quatre mois à l'avance. Il faut également impliquer les producteurs.

J'ai le sentiment que le ministre a depuis longtemps renoncé à l'idée d'un bon fonctionnement du marché. Il affirme que la libéralisation du marché a échoué et n'utilise plus le régulateur comme un instrument destiné à assurer le bon fonctionnement du marché, mais plutôt comme une espèce de marché régulé. Le ministre teste les limites de ce que l'Europe est disposée à accepter.

J'étudierai les projets avec attention et apporterai ma coopération constructive, mais je ne puis m'empêcher d'être pessimiste. Tant que le ministre persistera à dire que la libéralisation est un échec, nous ne réussirons pas à véritablement libéraliser le marché de la production.

L'incident est clos.

11 Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'obsolescence programmée des appareils électriques et électroniques" (n° 2063)

11.01 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): On oppose obsolescence à éco-conception, laquelle vise à améliorer la performance des produits en intégrant les caractéristiques environnementales dès leur conception. Une directive européenne du 21 octobre 2009 établit un cadre d'exigences en matière d'éco-conception applicables aux produits liés à l'énergie.

La durée de vie des produits que nous achetons est de plus en plus courte; les GSM sont ainsi de plus en plus sophistiqués mais de moins en moins réparables et réutilisables.

Comment appliquer les objectifs de la directive sur l'éco-conception quand le marché va vers une obsolescence de plus en plus grande, programmée et voulue par les concepteurs? Quelles mesures avez-vous mises en œuvre depuis que ce plan a été élaboré? Comment comptez-vous améliorer encore cette lutte contre l'obsolescence?

Président: Bert Wollants.

11.02 Paul Magnette, ministre (*en français*): La lutte contre ce phénomène est difficile, pour des raisons technologiques, économiques et juridiques.

Au plan technologique, nous assistons à une miniaturisation des circuits intégrés, qui rendent leur réparation impossible. Dans certains cas, les pièces de rechange n'existent pas ou ne sont pas commercialisées. Il faut casser la machine pour l'ouvrir car il n'est pas prévu qu'elle puisse être réparée.

Il y a même des cas d'abus significatifs. Par exemple, une foreuse programmée pour mourir après cinquante trous. Comme le consommateur fait en moyenne deux trous par mois, après deux ans de garantie, la foreuse tombe en panne. Cela a été clairement prouvé.

Nous sommes dans un marché harmonisé et toute règle imposée au niveau national peut être considérée

comme une entrave aux échanges et donc interdite par la Commission européenne. Il faut donc agir au plan européen.

Mon administration a décidé, dans le cadre du Plan Produits, de porter ce dossier au plan européen et de renforcer l'instrument juridique le plus approprié pour ce faire: la directive *Ecodesign*, qui concerne les principaux impacts des produits, notamment les produits utilisateurs d'énergie.

La Belgique considère aussi, de manière plus large, la gestion des matériaux qui constituent ces équipements, en vue de permettre une réutilisation ou du recyclage. Mais ces textes ont été discutés au sein du Conseil Compétitivité, où mes collègues sont plus attentifs à la compétitivité des producteurs qu'à la durabilité des produits.

En réalité, s'il est facile d'énoncer des principes généraux allant dans cette direction, il est plus malaisé de contrôler des dispositions comme: "un produit doit être réparable". Que signifie concrètement ce terme? Il faut donc envisager des dispositions plus spécifiques et travailler par gamme de produits. C'est un travail législatif énorme, qui implique une évaluation technologique.

L'enjeu est cependant important et à travers la directive *Ecodesign*, nous avons à disposition des leviers considérables. Notre administration et l'Agence fédérale de l'environnement y travaillent dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Produits et de la promotion de ses objectifs au plan européen.

11.03 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): C'est à travers la directive européenne qu'on est le plus efficace. Il est difficile d'imposer une obligation de réparation.

Il me semble néanmoins qu'on aurait pu en faire plus en termes d'information du consommateur. Il pourrait être intéressant d'annoncer la durée de vie d'un produit sur l'étiquette. Plus généralement, il faudrait sensibiliser nos entreprises à vendre des services plutôt que des produits. On pourrait économiser énormément de choses et inciter l'entreprise, qui ne ferait plus que louer un produit, à le conserver plus longtemps. On changerait alors de motivation.

L'incident est clos.

12 Question de Mme Karine Lalieux au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les offres de fourniture d'énergie verte" (n° 2832)

12.01 Karine Lalieux (PS): Plusieurs fournisseurs proposent à leurs clients, sur le marché belge, des contrats portant sur la vente d'électricité verte. Une étude menée par Test-Achats et Greenpeace remet en cause ces contrats d'énergie verte. Tant que coexisteront des unités de production "grise" et "verte", les clients ne pourront avoir de certitude quant à la provenance de l'électricité qu'ils consomment. Eu égard à leur comportement positif pour la collectivité, les consommateurs d'énergie verte ont droit à une information et à des garanties.

Quelles sont les obligations légales ou conventionnelles en matière de communication ou de transmission d'informations que doivent respecter les fournisseurs offrant des contrats de vente d'électricité verte? Des plaintes ou manquements ont-ils déjà été enregistrés par vos services? Quelle analyse faites-vous des mécanismes des certificats européens "garantie d'origine" et des certificats verts? Jugez-vous qu'ils permettent un niveau de soutien pertinent au développement des énergies renouvelables? Sont-ils sujet à certains écueils? Si oui, lesquels?

12.02 Paul Magnette, ministre (*en français*): Tout fournisseur peut vendre de l'électricité verte à condition d'en apporter la preuve, vérifiée par les régulateurs régionaux au travers des certificats de garantie d'origine, reconnus au niveau européen. Vu l'existence d'un marché secondaire de certificats, il suffit d'en acheter pour prétendre fournir de l'électricité verte sans pour autant la produire soi-même.

Concernant les mécanismes de certificats verts mis en place au niveau régional, il ne m'appartient pas de m'exprimer.

Au niveau fédéral, les concessions domaniales octroyées en vue de l'installation de parcs éoliens témoignent

de l'attractivité des mécanismes développés. Les statistiques récentes montrent que l'objectif de 6 % de production d'électricité renouvelable en 2010 pourra être atteint.

Il faut considérer les certificats de garantie d'origine comme un instrument de transparence plutôt que comme un instrument de soutien. C'est pourquoi j'ai proposé de supprimer l'exonération pour ces certificats. On sait que le jeu spéculatif sur le marché secondaire des certificats a conduit à dire qu'en 2012 ou 2013, officiellement 100 % de l'électricité vendue en Belgique serait d'origine verte alors qu'on est à 6 %! Le véritable soutien en Belgique est fourni par les mécanismes de certificats verts mis en place aux niveaux fédéral et régional.

Je ferais donc la distinction entre les mécanismes de soutien qui sont les certificats verts et les mécanismes d'information qui sont ces certificats de garantie d'origine, pas forcément en adéquation sur le marché national.

12.03 Karine Lalieux (PS): Quand on est simple consommateur, le domaine de l'énergie est compliqué à comprendre. Il est important de pouvoir garantir au consommateur que s'il paie plus cher, c'est vraiment utile à la collectivité.

Je doute fort que le consommateur qui ne sait pas placer une éolienne dans son jardin ou dont le village n'a pas décidé d'en construire une collective mais qui fait l'effort de payer plus cher son électricité, ait la garantie que quelque chose se passe au niveau des fournisseurs en Belgique!

L'incident est clos.

13 Question de M. Kristof Calvo au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les engagements pris dans le cadre de la Pax Electrica" (n° 2905)

13.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): La discussion sur le prix de vente et les coûts de production semble constituer l'une des pierres d'achoppement dans le dossier de la contribution des exploitants nucléaires.

Combien SPE a-t-il par exemple payé pour la capacité de production nucléaire qu'il a reprise d'Electrabel? La CREG peut-elle fournir des chiffres concernant le coût de production d'un mégawatt/heure nucléaire? Le ministre est-il disposé à demander ces chiffres à la CREG?

13.02 Paul Magnette, ministre (en néerlandais): Le coût et le prix de vente de la capacité nucléaire belge font l'objet de discussions entre la CREG et Electrabel depuis un certain temps déjà. La CREG n'a pas encore fini de calculer le prix de vente de l'énergie nucléaire entre Electrabel et SPE. Une analyse plus fouillée est encore nécessaire. Je rejoins M. Calvo lorsqu'il affirme que cette discussion doit aboutir le plus rapidement possible.

Le suivi des contrats et le calcul des bénéfices y relatifs relèvent de la compétence exclusive du régulateur. Il convient à cet égard d'observer certaines règles de confidentialité ainsi que le principe d'indépendance du régulateur. Je ne puis dès lors intervenir à ce sujet dans le cadre de mes compétences. Il appartient au Parlement lui-même de solliciter d'éventuels renseignements complémentaires.

Juste avant la chute du gouvernement, j'ai déposé un projet de loi chargeant un comité de suivi d'observer attentivement l'évolution de ce problème. Si la question peut difficilement être réglée par un gouvernement en affaires courantes, rien ne s'oppose cependant à une initiative parlementaire.

13.03 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Je déduis de votre réponse que vous estimez également que le prix de vente de capacités nucléaires d'Electrabel à SPE devrait être publié.

S'il se montre très enthousiaste sur le plan de la régulation des prix, le ministre est nettement plus réservé quand il s'agit de la transparence des prix et de la définition du niveau de la rente nucléaire.

Mon groupe déposera des propositions de loi relatives au niveau de la marge nucléaire et au prix de vente de SPE et Electrabel.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 16 h 29.

De vergadering wordt geopend om 14.16 uur en voorgezeten door mevrouw Liesbeth Van der Auwera.

01 Vraag van mevrouw Miranda Van Eetvelde aan de minister van Pensioenen en Grote Steden over "de regularisatie van studiejaren voor zelfstandigen" (nr. 2376)

01.01 Miranda Van Eetvelde (N-VA): Studiejaren tellen mee voor de opbouw van pensioenrechten. Indien men zo een regularisatie echter in het stelsel van zelfstandigen wenst aan te vragen, moet de zelfstandige activiteit binnen de 180 dagen na het beëindigen van de studies worden aangevat. Dat kan problematisch zijn. Een periode van inactiviteit meteen na de studies kan de pensioenmogelijkheden dan ernstig hypothekeren.

Is de minister zich bewust van dit probleem en kunnen de studiejaren van zulke, met enige vertraging startende zelfstandigen op geen enkele wijze toch geregulariseerd worden? Vindt de minister aanpassingen aan deze reglementering wenselijk? Hoe zou dat kunnen gebeuren?

01.02 Minister Sabine Laruelle (Nederlands): De wetgever laat de aanvrager een billijke periode van 180 dagen om een zelfstandige activiteit te beginnen. In de tussenperiode kan iemand natuurlijk een activiteit van een andere aard hebben uitgeoefend en dus op die basis rechten hebben opgebouwd. Een aanvraag tot regularisatie van de studiejaren blijft ook mogelijk meerdere jaren na het einde van de studie. Vanuit de dagelijkse praktijk zien de betrokken diensten alvast geen dringende noodzaak voor een wetsaanpassing, maar eventueel wil ik hierover wel een advies vragen.

01.03 Miranda Van Eetvelde (N-VA): Deze vraag duikt vooral op bij geneesheren, omdat een bepaalde periode niet meetelt voor hun pensioen. Een aanpassing van de reglementering lijkt me echt noodzakelijk.

Het incident is gesloten.

02 Samengevoegde vragen van

- de heer Karel Uyttersprot aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "de ondernemingsloketten" (nr. 2643)
- de heer Karel Uyttersprot aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "de inschrijvingen bij ondernemingsloketten" (nr. 2644)
- de heer Peter Logghe aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "de evaluatie van ondernemingsloketten" (nr. 2689)

02.01 Karel Uyttersprot (N-VA): Sinds 2000 wordt het Handelsregister beheerd door erkende ondernemingsloketten.

Zijn de criteria om als ondernemingsloket te worden erkend, sindsdien ongewijzigd gebleven? Is het aantal ondernemingsloketten toegenomen of afgenomen? Welke ondernemingsloketten zijn op dit ogenblik erkend? Is hun werking al geëvalueerd? Hebben de ondernemingsloketten inderdaad geleid tot de beoogde administratieve vereenvoudiging? Wat zijn precies de taken van de ondernemingsloketten? Heeft de minister gegevens over het aantal inschrijvingen van bedrijven en het aantal schrappingen?

02.02 Peter Logghe (VB): Hoeveel instanties werden erkend als ondernemingsloket? Is daar een objectieve werklastmeting uitgevoerd? Blijken daaruit regionale verschillen? Plant de minister een evaluatie van de werking van de ondernemingsloketten? Kunnen we daarover hoorzittingen organiseren in deze commissie? Ik zie dat de minister bevestigend knikt.

Zijn de doelstellingen van de ondernemingsloketten – het verminderen van de administratieve last, het opdrijven van de snelheid en het verminderen van de kosten – bereikt? Wat is de kostprijs van de loketten?

02.03 Minister Sabine Laruelle (Nederlands): De wet van 7 december 2009 wijzigt de erkenningscriteria van een één-loket en breidt de opdracht van de ondernemingsloketten uit. Daarvoor moet nog een akkoord

gesloten worden met de federale entiteiten.

De werkdruk van de negen erkende ondernemingsloketten die als vzw werken, kan gemeten worden door het aantal inschrijvingen in de Kruispuntbank van Ondernemingen (KBO). Ik zal de heer Logghe daarvan een tabel bezorgen. Hun inkomsten voor 2010 zijn nog niet gekend. Er zijn gewestelijke verschillen, die historisch gegroeid zijn. Alle ondernemingsloketten zijn in de drie Gewesten actief, behalve het UCM Ondernemingsloket, dat enkel in Wallonië en Brussel actief is.

Op 1 juli 2003 waren er tien erkende ondernemingsloketten met 235 bureaus. Een daarvan, namelijk de Kamer voor Handel en Nijverheid, heeft zijn activiteiten stopgezet. Momenteel blijven er negen loketten over met 205 bureaus, namelijk Acerta, Eunomia, Formalis, Partena, Go-Start, UCM Ondernemingsloket, Xerius en Zenito.

Sinds hun oprichting zijn de werking en de opdrachten van de ondernemingsloketten geëvolueerd. De FOD Economie voert voortdurend kwaliteitscontroles uit en waakt over de toepassing van de wetgeving. In 2005 en 2007 werden financiële audits uitgevoerd door een extern bedrijfsrevisorenkantoor. De kwaliteit van de ondernemingsloketten is goed.

Omdat bepaalde beroepsordes een voorafgaande controle van de bekwaamheidsvereisten wensen bij een inschrijving in de KBO, werd besloten om de inschrijving te vervolledigen via een label op basis van de gegevens uit een databank.

Binnen mijn bevoegdheden heb ik gezorgd voor een administratieve vereenvoudiging. De ondernemingsloketten zijn volledig bevoegd voor de wetgeving inzake ondernemingsbekwaamheden, het bewijs van een basiskennis bedrijfsbeheer en beroepsbekwaamheden, de machtiging voor de ambulante activiteiten of kermisactiviteiten, het register van vervangende ondernemers en de afgifte van de beroepskaarten voor vreemdelingen. Voor de opdrachten van het één-loket wordt een samenwerkingsakkoord met de deelstaten voorbereid.

Het verzamelen van alle mogelijke aanvragen van vergunningen is kosten- en tijdsbesparend voor de onderneming. De ondernemingsloketten bezorgen de overheid geen rechtstreekse kosten, want ze werken met autofinanciering en worden betaald per prestatie.

Ik zal de leden ook een tabel bezorgen met het aantal inschrijvingen voor de handels- en ambachtelijke ondernemingen voor de periode vanaf 2006 tot en met 2010. In bijlage wordt het aantal schrappingen of doorhalingen voor rechtspersonen en natuurlijke personen per ondernemingsloket vermeld.

02.04 Karel Uyttersprot (N-VA): Er is een ondernemingsloket verdwenen, een Kamer van Koophandel. Over welke Kamer gaat het?

02.05 Minister Sabine Laruelle (Nederlands): Dat zal ik navragen.

02.06 Karel Uyttersprot (N-VA): De ondernemingsloketten kunnen financieel enkel overleven door de koppeling aan loonsecretariaten en sociale kassen.

02.07 Minister Sabine Laruelle (Nederlands): Dat klopt. De meeste ondernemingsloketten zijn ook verzekeringskassen. Wij willen nagaan of het mogelijk is om daar één entiteit van te maken, met één boekhouding. Wij hebben twee audits gemaakt: een voor de kas en een voor het loket. Door de val van de regering konden we dit project niet voortzetten. Het is belangrijk dat een zelfstandige weet waarvoor hij betaalt: de beheerskosten voor een verzekeringskas of een bijdrage voor een inschrijving in het ondernemingsloket.

02.08 Karel Uyttersprot (N-VA): Zonder de koppeling met bijvoorbeeld een sociale kas, is een ondernemingsloket niet leefbaar.

02.09 Minister Sabine Laruelle (Nederlands): Niemand is verplicht een ondernemingsloket te openen. Natuurlijk zal een ondernemingsloket dat bij een sociale kas hoort, zijn klanten voorstellen om zich daarbij aan te sluiten. Dat is echter geen verplichting.

02.10 **Peter Logghe** (VB): Is er al een evaluatie gebeurd?

02.11 Minister **Sabine Laruelle** (Nederlands): Er zijn twee audits geweest: in 2005 en in 2007. Daarna werd de boekhouding van de ondernemingsloketten hervormd. Voor een nieuwe evaluatie is het nog te vroeg.

Het incident is gesloten.

03 **Vraag van de heer Theo Francken aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "het gebruik van de diensten van de POD Wetenschapsbeleid door de koninklijke familie" (nr. 2722)**

03.01 **Theo Francken** (N-VA): De POD Wetenschapsbeleid financiert een aantal initiatieven van het koningshuis.

Welke middelen heeft de POD in 2008, 2009 en 2010 via de diverse diensten of via dotaties ter beschikking gesteld van de leden van de koninklijke familie? Wanneer en waarom werden deze middelen ter beschikking gesteld?

03.02 Minister **Sabine Laruelle** (Nederlands): Dit is een typisch onderwerp voor een schriftelijke vraag. En ik antwoord op alle schriftelijke vragen binnen de gestelde termijn.

De middelen die de POD Wetenschapsbeleid toekent aan het koninklijk paleis zijn ingeschreven in het budget van betrokken POD.

Budgettair artikel 61.15.12.14 gaat over de opening van het koninklijk paleis voor het publiek. Dit krediet dient om de bewaking en de schoonmaak van het koninklijk paleis te betalen tijdens de ongeveer twee maanden waarin het publiek er toegang toe heeft. De extra kosten voor de elektriciteit en voor het personeel van de civiele lijst worden rechtstreeks betaald aan de civiele lijst. Het gaat om ongeveer 20.000 euro. In 2008 waren er voor 294.000 euro kredieten. In 2009 ging het om 300.000 euro en in 2010 om 287.000 euro. In 2008 werd 188.689,82 euro gebruikt, in 2009 297.093,64 euro en in 2010 211.107,99 euro.

Budgettair artikel 61.23.12.23 gaat over culturele promotie in het buitenland. Het gaat om kredieten betaald aan de civiele lijst voor uitgaven aan ambachtelijke relatiegeschenken om landen te eren die ons vorstenpaar ontvangen tijdens een officiële reis. In 2008, 2009 en 2010 bedroegen de kredieten telkenmale 24.000 euro. In 2008 werd hiervan 23.298,10 euro gebruikt, in 2009 20.093,36 euro en in 2010 23.486,71 euro.

Budgettair artikel 60.11.33.01 gaat over de Stichting Prins Laurent. Deze kredieten financieren de projecten van die Stichting.

Het nog altijd bestaande krediet, dat in 2010 35.000 euro bedroeg, werd sinds 2007 niet meer gebruikt.

03.03 **Theo Francken** (N-VA): Ik beloof om minister Laruelle in de commissie niet langer lastig te vallen met vragen over cijfergegevens.

Het incident is gesloten.

04 **Vraag van mevrouw Özlem Özen aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "een museum van de beschavingen" (nr. 2855)**

04.01 **Özlem Özen** (PS): In een artikel in de krant *Le Soir* van 31 januari oppert u de mogelijkheid om museumstukken die momenteel her en der verspreid worden bewaard, bijeen te brengen in één museum der beschavingen. Het zou meer bepaald gaan om collecties die zich momenteel in de Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis, het Koninklijk Museum voor Midden-Afrika en de Musea van het Verre Oosten bevinden. Die museumstukken zijn niet echt logisch verdeeld over deze musea. Bovendien is de museale kwaliteit erg ongelijk. Door deze stukken bijeen te brengen zou men de rijkdom en verscheidenheid van niet-Europese culturen voor het voetlicht kunnen brengen.

Kan u uw voorstel om een museum der beschavingen op te richten nader toelichten?

04.02 Minister **Sabine Laruelle** (*Frans*): Sinds mijn aantreden op dit departement, dring ik erop aan dat onze collecties getoond worden aan de burger. Ik heb herhaaldelijk gepleit voor het samenbrengen van objecten die op verschillende plaatsen worden bewaard om zo de museumcollecties rijker en verscheidener te maken.

Een museum der beschavingen zoals ik dat zie, moet een verzameling zijn van stukken die de geschiedenis van de beschavingen zouden illustreren. Hoe meer middelen er worden gebundeld, hoe ambitieuzer we mogen zijn. Voor dat principe is er een groot draagvlak bij de verantwoordelijken van onze wetenschappelijke instellingen. Dat wil daarom niet zeggen dat de plaats waar de stukken officieel bewaard worden, moet veranderen. Er moet inderdaad soms rekening worden gehouden met juridische, historische of wetenschappelijke argumenten; met name bij schenkingen is dat het geval.

Zo een museum der beschavingen hoeft geen onveranderlijk gegeven te zijn. Ook de collecties die getoond worden in de zalen van onze musea moeten trouwens regelmatig afgewisseld worden om het publiek te blijven boeien.

Alleen kan een regering van lopende zaken zo'n project niet ten uitvoer brengen.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De vragen aan minister Laruelle zijn afgehandeld, we vatten nu de vragen aan minister Magonne aan.

05 **Vraag van mevrouw Meyrem Almaci aan de minister van Klimaat en Energie over "publiciteit bij maaltijdcheques" (nr. 2352)**

05.01 **Meyrem Almaci** (*Ecolo-Groen!*): Bij maaltijdcheques zit steeds meer ongevraagde reclame. De kortingen die worden aangeboden zijn miniem, de boodschappen zijn vaak zo gericht dat het om direct marketing lijkt te gaan. Gaat de minister akkoord met die analyse?

Door reclame bij de cheques te voegen, krijgt de werkgever de cheques tegen een kortingstarief. De werkgever wordt zo een tweede keer beloond, nadat hij door zijn werknemers gedeeltelijk in maaltijdcheques te betalen al minder belastingen op arbeid betaalt. Wat is hierover het standpunt van de minister?

Ook de aanbieders van maaltijdcheques maken extra winst door reclame bij de cheques te voegen. Laat de wet wel toe dat er op deze manier wordt omgegaan met het systeem van maaltijdcheques? Worden persoonsgegevens over de werknemers doorgegeven voor reclamedoeleinden?

In 2011 zou het KB dat elektronische maaltijdcheques invoert, in de praktijk worden gebracht. Zal ook bij elektronische cheques reclame worden gevoegd?

Vervallen maaltijdcheques zijn volledig ten voordele van de aanbieder. Wordt daar iets aan gedaan of is het ook daarvoor wachten op de omschakeling naar elektronische cheques?

05.02 Minister **Paul Magonne** (*Nederlands*): Ik kan enkel antwoorden over de reclame aan consumenten, de andere vragen zijn voor de minister van Werk.

De bonnen die bij de maaltijdcheques worden gevoegd, vallen onder het begrip reclame zoals het wordt gedefinieerd in de wet van 6 april 2010 over de marktpraktijken en de consumentenbescherming. De werknemers hebben volgens artikel 100 van deze wet de mogelijkheid verzet aan te tekenen tegen het ontvangen van deze reclame. Zij moeten de mogelijkheid daartoe krijgen en er mogen geen kosten voor worden aangerekend.

Voor elektronische maaltijdcheques geldt de wet van 11 maart 2003. Hier zijn de regels nog strenger: de consument zal voorafgaandelijk zijn toestemming moeten verlenen voor het ontvangen van reclame.

Ik zal de algemene directie Controle en Bemiddeling vragen om zich over deze zaak te buigen.

05.03 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Veel werknemers hebben de indruk dat het om direct marketing gaat. Het verontrust mij dat de minister niet weet of dat ook echt zo is.

Ik kreeg ook mails van iemand die tevergeefs probeerde verzet aan te tekenen: de aanbieder beweerde dat hij dat bij de werkgever moest doen; de werkgever – een overheid nota bene – besliste gewoon om wél reclame te blijven versturen.

De aanbieders van maaltijdcheques hebben een zeer lucratieve handel gevonden: ze innen zowel bij de werkgevers als bij de winkels, ze voegen reclame toe en als de bonnen verlopen zijn, is de volledige winst voor hen. Het verontrust me dat de minister daar blijkbaar geen problemen mee heeft. Hij zal eens aan zijn diensten vragen wat de situatie is. Wat een zwak antwoord!

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer Willem-Frederik Schiltz aan de minister van Klimaat en Energie over "de conclusies van de Europese Raad" (nr. 2765)

06.01 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): De Europese Raad van 4 februari heeft de Europese Commissie gevraagd om tegen juni 2011 een nota in te dienen over energievoorzieningszekerheid en internationale samenwerking op energiegebied. Aan de lidstaten wordt gevraagd om vanaf 1 januari 2012 de bilaterale energieovereenkomsten met bedrijven uit derde landen bekend te maken aan de Europese Commissie. Dat gebeurt op een manier die vertrouwelijke informatie geheim houdt.

Wat is de mening van de minister over deze informatieplicht? Hoe zal die informatieverstrekking gebeuren? Is het terecht dat die informatie afgeschermd wordt?

06.02 Minister Paul Magnette (Nederlands): Een correcte en wederzijdse informatieplicht tussen de Europese lidstaten en de Europese Commissie is van groot belang om met één stem te kunnen spreken ten aanzien van derde landen. De lidstaten hebben zich in de Europese Raad geëngageerd om vanaf 2012 hun bilaterale energieakkoorden met derde landen aan de Europese Commissie te melden. De Commissie zal deze informatie in een aangepast formaat verspreiden onder de lidstaten, zodat er niet aan de vertrouwelijkheid van commercieel gevoelige informatie geraakt wordt.

In de publicatie van juni 2011 over externe energiebetrekkingen van de Europese Commissie zullen concrete voorstellen staan over de invulling van deze informatieplicht. Ik zal vragen om rekening te houden met het gevoelige karakter van het prijsgeven van dergelijke informatie van energiebedrijven.

06.03 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Door deze maatregel moeten de lidstaten zich op glad ijs begeven en private, vertrouwelijke informatie opvragen. In de discussies met de CREG zagen wij al hoe moeilijk dat soms verloopt. Daarna moet die informatie dan nog gedeeld worden, zodat ze over heel Europa bekend raakt. Ik had een concreter antwoord verwacht. Nu neemt de minister een afwachtende houding aan en laat hij de Europese Commissie dicteren wat er zal gebeuren. Dat is jammer. Misschien zal de volgende minister van Energie assertiever optreden.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de minister van Klimaat en Energie over "het gebruik van een voornaam als handelsmerk voor wagens" (nr. 2794)

07.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Het nieuwe model elektrische auto van constructeur Renault draagt de naam Zoé. Het gebruik als merknaam is een aanfluiting van de voornaam Zoé. De voornaam komt in een kwaad daglicht te staan en uiteindelijk zal geen enkele ouder zijn kind die voornaam nog willen geven.

Vindt u niet dat er paal en perk moet worden gesteld aan de neiging van een aantal commercianten om alles naar hun hand te zetten wat in hun kraam te pas komt? Wat vindt u er meer bepaald van dat men een voornaam kiest als benaming van een automodel? Hoe zou u consumenten die Zoé heten, kunnen beschermen tegen het onaanvaardbare gebruik van hun voornaam? Kan er wetgevend worden opgetreden

om het gebruik van een voornaam als merknaam voor een product te verbieden? (*Hilariteit*)

07.02 Minister **Paul Magnette** (*Frans*): Uit een menselijk oogpunt begrijp ik dat u hiermee zit. Juridisch gezien is er geen commerciële relatie tussen wie de voornaam Zoé draagt en het product. Commercieel gesproken wordt hun voornaam hun ontstolen, maar dat valt buiten het bestek van de juridische relatie tussen de consument en de handeling (aankoop van een product of dienstverlening) die onder de wetgeving ter bescherming van de consument valt. De huidige wetgeving biedt geen antwoord op uw terechte bezorgdheid.

Ik kan u geen definitief antwoord geven op de vraag of er wetgevend moet worden opgetreden om het gebruik van een voornaam als merknaam te verbieden. Het Parlement zou hierover echter wel voorstellen kunnen formuleren.

07.03 **Zoé Genot** (*Ecolo-Groen!*): Wat mij tegen de borst stuit is de ongelijke strijd tussen een merk dat wapens genoeg heeft om zich te verdedigen en particulieren die nagenoeg weerloos staan en zelfs hun voornaam niet kunnen beschermen.

Het incident is gesloten.

08 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Peter Logghe** aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de zin van elektriciteitscontroles" (nr. 2797)
- de heer **Bert Wollants** aan de minister van Klimaat en Energie over "de elektriciteitscontrole bij de verkoop van woningen" (nr. 2835)

08.01 **Peter Logghe** (VB): Sinds juli 2008 kan men een woning niet meer verkopen zonder een keuringsattest van de elektrische installaties. Nochtans wordt de grote meerderheid van de 100.000 woningen en appartementen die jaarlijks worden verkocht, zonder die goedkeuring verkocht.

Wat vindt de minister hiervan? Wat is de zin van het keuringsattest als er geen controle en geen sanctie volgen? Is er een gebrek aan personeel bij de FOD Economie? Wordt er gedacht aan elektronische aangifteformulieren?

08.02 **Bert Wollants** (N-VA): Het attest is niet enkel verplicht bij de verkoop van een woning, maar er bestaat ook een keuring om de 25 jaar. Indien blijkt dat de FOD Economie onvoldoende personeel heeft om te controleren en sancties dode letter blijven, kan het dat er heel veel mensen zonder een goedgekeurde installatie achterblijven. Dit kan dan voor problemen zorgen bij de brandverzekering.

Hoe worden de attesten verwerkt? Wat gebeurt er wanneer een installatie wordt afgekeurd? Worden herkeuringen opgevolgd en zijn er sancties? Hoeveel voltijdequivalenten werken er bij de dienst die de opvolging moet verzekeren? Zijn er al huiseigenaars die geen schadevergoeding kregen omdat een attest ontbrak?

08.03 Minister **Paul Magnette** (*Nederlands*): Naast de keuring in nieuwe woningen of bij belangrijke uitbreidingen is er een specifieke wetgeving voor de keuring van de elektrische installaties bij de verkoop van woningen die dateren van voor oktober 1981. Er bestaat geen gedigitaliseerd centraal beheer van de keuringsattesten. De keurder levert ter plaatse een keuringsattest af. Het dient minstens vijf jaar te worden bewaard door de keuringsinstellingen.

In de praktijk vragen de notarissen en de immobiliënkantoren bij de verkoop van een huis aan de verkoper om een voorafgaande controle te laten uitvoeren. De erkende organismen worden overstelpt met aanvragen voor dergelijke controles. De controles worden dus wel degelijk uitgevoerd. Bijkomend toezicht door de overheid hierop is veeleer overbodig.

Een installatie wordt gekeurd bij verkoop van een woning. De verkoper moet het keuringsattest aan de notaris bezorgen, die het dan aan de koper geeft. Bij negatief attest kan deze de aankoop weigeren of de herstelling van de installatie op zich nemen. De eigenaar beschikt over achttien maanden om een nieuwe keuring te laten uitvoeren maar hij kan een verlenging vragen bij herstelproblemen.

Momenteel zijn er ongeveer 800 aanvragen voor verlenging in behandeling. Er is bij de FOD Economie geen melding gemaakt van ongeldig verklaarde verkopen wegens een negatief attest. Voor laattijdigheid of het niet laten uitvoeren van een herkeuring zijn er geen sancties. De eigenaar loopt dan bij een incident het risico dat zijn verzekeraar op dit gebrek zal stoten.

Momenteel werken er vier dossierbeheerders voltijds op de bevoegde dienst. Er zijn 1,5 equivalenten gemachtigd om inbreuken op de naleving van de reglementering op de elektrische installaties vast te stellen.

Ik heb geen concrete gegevens over brandverzekeringen. Het is niet de bedoeling dat de FOD Economie wordt geïnformeerd over elke verkoop van oudere woningen. Dat zijn er jaarlijks ongeveer 80.000.

De overheid moet wel optreden bij klachten of in de gevallen die haar volgens de voorschriften moeten worden gemeld, meer in het bijzonder de homologatie en de opvolging van de correcte werking van de keuringsorganismes.

Het elektronisch doorsturen van een keuringsverslag aan de bevoegde overheid is voorlopig niet haalbaar. De eigenaar beschikt niet altijd over een elektronische versie of over de nodige elektronische apparatuur voor een digitale opmaak.

08.04 Peter Logghe (VB): Ik heb tijdens mijn beroepsverleden in die sector nooit weet gehad van weigeringen vanwege verzekeringen omdat een dergelijk attest ontbrak. Ik trek geenszins het nut van een geldige en gekeurde elektrische installatie in twijfel, maar die maatregel is niet nuttig als er geen personeel is voor opvolging en als de sanctieregelingen onvoldoende druk zetten.

08.05 Bert Wollants (N-VA): Als men meer controles wil, heeft men inderdaad meer personeel nodig. De controles moeten anders worden aangepakt, zodat ze administratief worden opgevolgd. Hierbij moet men gebruik maken van de moderne technologie.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Klimaat en Energie over "de vraag van de werkgevers om dringend maatregelen te treffen op het vlak van elektrische wagens" (nr. 2889)

09.01 Peter Logghe (VB): Waarom is de overheid in onze buurlanden inzake het promoten van elektrische wagens zoveel ambitieuzer dan in België? Welk budget wil de regering uittrekken om de ontwikkeling van elektro-mobiliteit te stimuleren? Denkt men bijvoorbeeld aan publieke oplaadpunten? Wordt er ter zake overlegd met de Gewesten?

09.02 Minister Paul Magnette (Nederlands): Er is in België een bedrijf dat batterijonderdelen vervaardigt en zorgt voor recyclage, maar er is geen fabrikant als zodanig. Het Vlaams Gewest heeft aangekondigd dat het 17 miljoen euro vrijmaakt voor pilootprojecten betreffende elektrische voertuigen.

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest steunt een project van autodelen met elektrische wagens en ook het Waals Gewest heeft een ambitieus project aangekondigd inzake hernieuwbare energie, met daarin een belangrijke rol voor elektrische voertuigen.

Op federaal vlak zijn er fiscale voordelen voor kopers van elektrische voertuigen en oplaadpalen en er wordt een overlegplatform gefinancierd. Er zijn projecten voor de ontwikkeling van oplaadpunten, zowel privé als met overheidssteun.

Er is nog geen gemeenschappelijk plan voor elektrische voertuigen. In het actieplan voor hernieuwbare energie mikt België tegen 2020 op een intrede van elektrische voertuigen voor een equivalent van 2 procent van de brandstof of 4 procent van het wagenpark. In deze complexe problematiek kan men niet zomaar overhaast beslissingen nemen. Het is beter om zich te concentreren op proefprojecten zolang er geen massaal aanbod is van elektrische voertuigen en een uniform Europees model van stopcontacten.

Mijn administratie volgt de ontwikkelingen op de voet.

09.03 Peter Logghe (VB): In het buitenland is men wel een stuk 'proactiever'.

Het incident is gesloten.

10 **Samengevoegde vragen van**

- de heer Kristof Calvo aan de minister van Klimaat en Energie over "de opmerkingen van de Europese Commissie rond de prijsregulering" (nr. 2893)
- de heer Bert Wollants aan de minister van Klimaat en Energie over "het vangnet voor de elektriciteitsprijzen" (nr. 2894)
- de heer Peter Logghe aan de minister van Klimaat en Energie over "de opmerkingen van de Europese Commissie op zijn prijscontrolevoorstellen" (nr. 2918)
- de heer Willem-Frederik Schiltz aan de minister van Klimaat en Energie over "het invoeren van een controlesysteem voor elektriciteitsprijzen die aan gezinnen en kmo's worden aangerekend" (nr. 2923)

10.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): In een recent rapport van de Nationale Bank werd opnieuw gewezen op de energiegevoeligheid van de inflatie. De minister stelde een prijsregulering voor in het kader van de omzetting van het derde energiepakket. De Europese Commissie zou echter niet enthousiast zijn. Op 20 april 2010 wees het Europees Hof al op de beperkingen die er op Europees niveau inzake prijsregulering zijn. Tijdens een overleg op 14 februari heeft de Europese Commissie problemen signaleerd omtrent de samenstelling van het opvolgingscomité, de lange procedure en het permanente karakter van prijsregulering.

Wij hebben nog altijd geen wetsontwerp gezien. Wij weten dat de minister zich op het Nederlands model wil baseren en dat de bespreking vertraging oploopt omdat de regering in een periode van lopende zaken zit.

Welke opmerkingen heeft de Europese Commissie gemaakt? Kunnen ze aan het Parlement bezorgd worden? Wanneer mogen we een akkoord verwachten over de omzetting van het derde energiepakket?

10.02 Bert Wollants (N-VA): De minister heeft in de plenaire vergadering onlangs niet geantwoord op vragen van mij over deze problematiek. De volgende dag las ik in *De Standaard* een verslag van het bezoek van de minister aan de Commissie, waaruit ik begreep dat Europa niet akkoord gaat met het voorstel-Magnette.

Kan hij samenvatten wat hij aan de Commissie verteld heeft en welke adviezen de Commissie heeft gegeven? Hoe zal de minister de concurrentie op de energiemarkt op langere termijn vergroten? Hoe zal hij daar het afkomen van de nucleaire rente bij betrekken? Wat is de rol van de overheid in de huidige prijsverhogingen? Wegen de openbare dienstverplichtingen op de prijzen?

10.03 Peter Logghe (VB): Waarom wil de minister een andere organisatie in het leven roepen dan de CREG om de energieprijzen te controleren? Welke voorwaarden verbindt de Europese Commissie aan het voorgestelde prijscontrolesysteem en welke bezwaren heeft ze geopperd?

Hoe zal de regering ervoor zorgen dat de monopolies op de Belgische energiemarkt worden doorbroken?

10.04 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): De index staat onder druk en dat is voor een deel te wijten aan de stijgende energieprijzen. In de commissie werden hoorzittingen georganiseerd waaruit bleek dat ongeveer een vierde van de distributiekosten uit taksen en heffingen bestaat. Misschien moet daaraan iets veranderen?

De minister stelt voor om een controlemechanisme in te voeren naar Nederlands model. Ook dat model ligt echter onder vuur van de Europese Commissie. Ook in 2007 en 2008 heeft de minister al regelmatig het idee geopperd om maximumprijzen in te voeren. De meningen verschilden en verschillen hierover.

Hoe reageert de minister op de – toch wel voorspelbare – opmerkingen van de Europese Commissie?

10.05 Minister Paul Magnette (Nederlands): Ik heb twee ontwerpen voorbereid over een verbeterde prijsopvolging. In het eerste ontwerp stel ik voor om de kosten van de elektriciteitsproductie op te volgen. Dat ontwerp dateert van vorig jaar en is gekoppeld aan de discussie over de nucleaire rente. De Europese

Commissie is hiervan een voorstander.

Het tweede ontwerp gaat over een controlemechanisme op de eindprijzen. De bedoeling is dat de prijs voor de levering van gas en elektriciteit aan residentiële klanten en kmo's overeenstemt met de werkelijke kosten. Slechts wanneer dat niet het geval zou zijn, zal er over prijsbegrenzing onderhandeld worden. Als die onderhandelingen mislukken, dan kan een prijsbegrenzing in een besluit worden opgelegd. De leveranciers zullen jaarlijks hun leveringsprijs aan de CREG moeten melden. Elke verhoging moet vier weken voor de toepassing ervan gemeld worden. Na een advies van de Nationale Bank zal de CREG controleren of de prijzen de redelijke kosten weerspiegelen. Als dat niet het geval is en als de onderhandelingen geen akkoord opleveren, zal er ten laatste na twee weken op voorstel van de CREG en na overleg in de ministerraad via een KB een begrenzing van het tarief worden opgelegd. Op die manier wordt een afschrikkeffect gecreëerd.

Het overleg met de Europese Commissie was een intern overleg om de haalbaarheid van deze ontwerpen te toetsen. De Commissie spreekt zich hier niet in het openbaar over uit, vermits enkel het Europees Hof van Justitie gepubliceerde teksten mag interpreteren.

Er werd geen officieel verslag opgemaakt van het onderhoud. De Commissie wil dat het aantal leden van het evaluatiecomité tot het strikte minimum wordt beperkt, maar gaat ermee akkoord dat de Nationale Bank advies geeft aan de regulator. In het geval van een prijsdaling moet dat advies zonder verwijl worden doorgevoerd. Een controlemechanisme inzake prijsdaling is volgens de Commissie niet mogelijk. Ik betreur dat, maar wij moeten Europa volgen. De Commissie merkte ook op dat het systeem niet mag leiden tot rigiditeit van de marktwerking, maar stelde geen maximale periode voor waarbinnen een aanvraag voor prijsaanpassing moet worden behandeld. Wij engageren ons dat de periode van twee weken een maximum is. Ten slotte wees de Commissie erop dat er geen vervaldatum wordt voorgesteld voor de toepassingsduur.

De Commissie heeft geen principiële bezwaren tegen deze maatregel, maar is ook niet bijzonder enthousiast. Een systeem van prijsmonitoring wordt trouwens al in meerdere lidstaten toegepast.

Na het onderhoud hebben we het ontwerp op enkele punten aangepast. Er komt een beperking van de maatregel tot 2015, waarna een evaluatie moet gebeuren. De betrokken kabinetten onderhandelen nu over een definitief ontwerp.

Er bestaat momenteel geen politieke meerderheid voor een echte prijsregulering, maar ook een liberalisering vereist een minimum aan voorschriften om excessen te vermijden en om openbare dienstverleningen op te leggen. We moeten een middenweg vinden om een vrije, maar correcte marktwerking te bereiken.

De betrokken kabinetten onderhandelen momenteel over de omzetting van het derde energiepakket. Hopelijk kunnen wij begin maart een eerste voorstel aan de ministerraad voorleggen. Daarna moet overlegd worden met de Regio's en moet de Raad van State een advies geven. Wij zullen de Europese deadline van 3 maart niet halen, maar bijna alle lidstaten zullen te laat zijn.

De openbare dienstverplichtingen worden zowel via de federale bijdrage – het Kyotofonds, de sociale tarieven en het verwarmingsfonds – als regionaal – de budgetmeters, de verplichte minimumleveringen enzovoort – aan de netbeheerders opgelegd. Volgens een ruwe schatting maken de openbare dienstverplichtingen ongeveer 10 procent uit van de eindprijs, de kosten van de groencertificaten niet meegerekend. De invloed wordt zorgvuldig opgevolgd door de regulators.

10.06 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Het verbaast mij daar er van zulke overlegmomenten geen verslagen worden gemaakt, maar ik neem aan dat het hier niet gaat om desinformatie, maar eerder om inefficiëntie.

De wijzigingen die de minister voorstelt na de opmerkingen van de Commissie, zijn goed. Mijn partij pleit voor pragmatische keuzes en kijkt – in tegenstelling tot die van de heer Schiltz – niet op een ideologische manier naar het energiebeleid. (*Hilariteit in de zaal*) Ik vind het vreemd dat men die uitspraak hier niet ernstig neemt.

Wij zijn voorstanders van een verstandige vorm van prijsregulering en zullen de minister daarin steunen. Hij zal echter rekening moeten houden met Europa.

Er zal echter meer nodig zijn dan prijscontrole en prijsregulering om de markt open te breken en komaf te

maken met de energiegevoeligheid van onze inflatie. Wij moeten ook investeren in energie-efficiëntie. Om de markt open te breken, moet er ook een substantiële heffing op de nucleaire exploitant komen.

De omzetting van het derde pakket is zeer belangrijk. Het derde pakket moet het parlementair debat krijgen dat het verdient.

10.07 Bert Wollants (N-VA): De minister wil een bepaalde prijs opleggen als onderhandelingen falen, maar dan gaat het wel degelijk over prijsregulering en niet enkel over prijsmonitoring. Prijsmonitoring alleen heeft ook een afschrikkende effect. Het opleggen van prijzen zal de concurrentie opnieuw doen verminderen.

In de pers lezen we dat de Commissie de prijsbepaling wil beperken tot bepaalde doelgroepen, zoals gezinnen en kmo's. De minister heeft daar niets over gezegd.

Als deze maatregel beperkt wordt tot 2015, dan hoop ik dat wij ervoor kunnen zorgen dat wij tegen dan een werkende markt hebben. Het opleggen van prijzen is geen oplossing voor het probleem van de hoge prijzen, daarvoor moeten we ervoor zorgen dat de markt zich herstelt.

10.08 Minister Paul Magnette (Nederlands): Ik zou er voor willen zorgen dat er overlegd wordt over de productieprijsen.

10.09 Bert Wollants (N-VA): Dan moeten er extra spelers op de markt komen. Als er slechts een dominante speler is, zal dit nooit lukken. De discussie over de nucleaire rente toont aan dat alleen al het in kaart brengen van de productiekosten moeilijk is. Daar moet zeker ook aan gewerkt worden.

Bij de verplichtingen voor de openbare dienst zullen we binnenkort ook de offshore moeten meerekenen tot 2020 of 2025. Dan zou dat aandeel van 10 procent op de totaalprijs wel eens drastisch kunnen stijgen.

10.10 Peter Logghe (VB): Het fundamentele probleem inzake energie is de vrijmaking van onze markt. Ik hoor de minister daar niet veel over zeggen. Ik vrees dat die situatie in 2015 nog niet veel veranderd zal zijn.

Enerzijds antwoordt de minister dat de Europese Commissie geen principiële bezwaren heeft, maar anderzijds zegt hij rekening te houden met de bezwaren van de Commissie. Hij spreekt zichzelf tegen.

10.11 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Een goede regulator en transparantie: dat is de beste garantie voor een correcte marktwerking. Ook meldingsplicht van prijsaanpassingen in een markt met genoeg leveranciers is een stok achter de deur. Als energieleveranciers vier maanden op voorhand een prijsverandering moeten meedelen, kunnen zij niet inspelen op flexibele marktsituaties. De producenten moeten ook worden betrokken.

Ik heb de indruk dat de minister al lang een goedwerkende markt heeft opgegeven. Hij zegt dat de vrijmaking van de markt gefaald heeft en gebruikt een regulator niet meer als instrument om de markt te doen werken, maar als een gereguleerde markt. De minister tast de grenzen af van wat Europees door de beugel kan.

Ik zal de ontwerpen grondig bestuderen. Ik zal constructief meewerken, maar ik ben pessimistisch. Zolang de minister blijft zeggen dat de vrijmaking gefaald heeft, zullen wij er niet in slagen de productiemarkt echt vrij te maken.

Het incident is gesloten.

11 Vraag van mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers aan de minister van Klimaat en Energie over "de geprogrammeerde veroudering van elektrische en elektronische toestellen" (nr. 2063)

11.01 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): De geprogrammeerde veroudering is tegengesteld aan *ecodesign*, dat de prestaties van producten wil verbeteren door van bij het ontwerp rekening te houden met milieukeurmerken. Een richtlijn van 21 oktober 2009 brengt een kader tot stand voor het vaststellen van eisen inzake ecologisch ontwerp voor energiegerelateerde producten.

De levensduur van de producten die we kopen wordt alsmaar korter. Gsm's zijn met steeds meer snufjes

uitgerust, maar ze laten herstellen of ze hergebruiken wordt almaar moeilijker.

Hoe kunnen de doelstellingen van de *ecodesign*-richtlijn in praktijk worden gebracht wanneer de markt steeds meer wordt gekenmerkt door een door de ontwerpers geprogrammeerde en gewilde veroudering van de producten? Welke maatregelen heeft u uitgevaardigd sinds dit plan werd uitgewerkt? Hoe wil u de strijd tegen de geprogrammeerde veroudering nog opvoeren?

Voorzitter: Bert Wollants.

11.02 Minister **Paul Magnette** (*Frans*): Dit fenomeen is om technologische, economische en juridische redenen moeilijk te bestrijden.

Op technologisch vlak is er sprake van een miniaturisering van de geïntegreerde schakelingen, wat herstelling onmogelijk maakt. In bepaalde gevallen bestaan er geen wisselstukken of zijn ze niet in de handel verkrijgbaar. Bepaalde toestellen moeten worden stukgemaakt om ze open te krijgen, omdat het niet de bedoeling is dat ze kunnen hersteld worden.

Er bestaan zelfs regelrechte wanpraktijken. Zo is er het voorbeeld van een boormachine die is ontworpen om na vijftig gaten de geest te geven. Aangezien de klant gemiddeld twee gaten per maand boort, gaat de boormachine stuk na de waarborgperiode van twee jaar. Een en ander werd duidelijk bewezen.

We leven in een geharmoniseerde markt en elke regel die op nationaal niveau wordt ingevoerd, kan worden aangemerkt als een belemmering van het vrije handelsverkeer, en dus door de Europese Commissie worden verboden. Er moet dus Europees worden opgetreden.

In het licht van het Productplan heeft mijn administratie besloten dit dossier op Europees niveau aan te kaarten en te werken aan een aanscherping van het hiervoor meest geëigende juridische instrument: de richtlijn betreffende de eisen inzake ecologisch ontwerp, die betrekking heeft op de producten met de grootste milieueffecten, namelijk de energieverbruikende producten.

België overweegt ook, in ruimere zin, een duurzaam beheer van de materialen waaruit de elektrische en elektronische toestellen bestaan met het oog op hergebruik of recyclage. Die teksten werden echter besproken in de Raad Concurrentievermogen, waar mijn collega's meer aandacht hebben voor het concurrentievermogen dan voor de duurzaamheid van de producten.

Het is gemakkelijk om algemene principes in die zin te formuleren, maar in de praktijk is het moeilijker om bepalingen zoals 'een product moet hersteld kunnen worden' daadwerkelijk te controleren. Wat houdt die bepaling precies in? Er moeten dus specifiekere bepalingen komen en men moet per productenassortiment werken. Dat vereist enorm veel wetgevend werk en een technologische evaluatie.

Er staat echter veel op het spel en de Europese richtlijn Ecodesign verschaft ons aanzienlijke hefboomen. Onze administratie en het Federaal Milieuagentschap werken daaraan in het kader van de uitvoering van het Productenplan en de bevordering van de doelstellingen ervan op Europees niveau.

11.03 **Thérèse Snoy et d'Oppuers** (*Ecolo-Groen!*): We kunnen het meest bereiken via de Europese richtlijn. Het is moeilijk om een herstellingsverplichting op te leggen.

Toch denk ik dat men de consumenten beter had kunnen voorlichten. Zo zou het interessant zijn om de levensduur van een product op het etiket te vermelden. Meer in het algemeen zou men onze bedrijven ervan moeten kunnen overtuigen veeleer diensten dan producten te verkopen. Men zou veel kunnen besparen en de bedrijven, die dan enkel nog een product zouden verhuren, aanmoedigen de producten langer te gebruiken. Dat zou een mentaliteitsverandering teweegbrengen.

Het incident is gesloten.

12 **Vraag van mevrouw Karine Lalieux aan de minister van Klimaat en Energie over "het aanbod voor de levering van 'groene' energie" (nr. 2832)**

12.01 Karine Lalieux (PS): Verscheidene leveranciers bieden hun klanten op de Belgische markt groene stroom aan. Een studie van Test-Aankoop en Greenpeace stelt dit soort contracten ter discussie. Zolang er zowel productie-eenheden voor grijze als groene stroom zijn, weten de klanten niet met zekerheid waar de elektriciteit die zij verbruiken vandaan komt. Aangezien zij met hun houding een positieve bijdrage aan de maatschappij leveren, hebben verbruikers van groene energie recht op informatie en garanties.

Aan welke wettelijke of conventionele verplichtingen inzake communicatie en informatieoverdracht zijn de leveranciers van groene stroom onderworpen? Werden er bij uw diensten al klachten ingediend of tekortkomingen gemeld? Wat is uw mening over de mechanismen met betrekking tot de zogenaamde certificaten van oorsprongsgarantie en de groenestroomcertificaten? Bent u van oordeel dat de ontwikkeling van hernieuwbare energie hiermee voldoende gesteund wordt? Zijn er bepaalde knelpunten? Zo ja, welke?

12.02 Minister Paul Magnette (Frans): Elke leverancier mag groene stroom verkopen, op voorwaarde dat de oorsprong ervan wordt bewezen. De oorsprong moet worden gecontroleerd door de gewestelijke regulatoren via de op Europees niveau erkende certificaten van oorsprongsgarantie. Omdat er een secundaire markt voor certificaten is, kan wie alleen maar certificaten koopt en zelf geen groene stroom produceert, zich toch leverancier van groene stroom noemen.

Ik kan me niet uitspreken over de mechanismen voor groenestroomcertificaten; die werden op het gewestelijke niveau ingevoerd.

Op het federale niveau zijn de domeinconcessies voor het bouwen van windmolenparken een graadmeter voor de aantrekkelijkheid van de ontwikkelde mechanismen. Uit recente statistieken blijkt dat het streefdoel om in 2010 6 procent van de elektriciteitsproductie op te wekken uit hernieuwbare energiebronnen, bereikt zal kunnen worden.

Men moet de certificaten van oorsprongsgarantie beschouwen als een middel om de markttransparantie te vergroten, niet om groene stroom te ondersteunen. Daarom ook heb ik voorgesteld de vrijstelling van de federale bijdrage voor stroom met een dergelijk certificaat af te schaffen. Het is bekend dat er naar aanleiding van de speculatie op de secundaire certificatenmarkt werd gezegd dat in 2012 of 2013 alle in België verkochte stroom van hernieuwbare oorsprong zou zijn, terwijl het aandeel in de productie 6 procent is! In België wordt de echte ondersteuning gegeven via de groenestroomcertificaten, die door de Gewesten en de federale overheid werden ingevoerd.

Ik zou dus een onderscheid maken tussen de groenestroomcertificaten, die ondersteuningsmechanismen zijn, en de certificaten van oorsprongsgarantie, die een informatiemechanisme zijn en niet per se aan de nationale markt aangepast zijn.

12.03 Karine Lalieux (PS): Voor de gewone consument is de energiemarkt moeilijk te begrijpen. Het is belangrijk dat de consument de garantie krijgt dat wanneer hij dieper in de buidel tast, de gemeenschap daar echt baat bij heeft.

De consument die zelf geen windmolen in zijn tuin kan plaatsen en in wiens dorp ook geen collectieve windmolen werd geplaatst, maar die de inspanning doet om meer te betalen voor zijn elektriciteit, zou zeker moeten kunnen zijn dat de leveranciers ook echt maatregelen nemen met het oog op een groenere productie. Ik betwijfel echter of zulks vandaag het geval is.

Het incident is gesloten.

13 Vraag van de heer Kristof Calvo aan de minister van Klimaat en Energie over "de engagementen in het kader van de Pax Electrica" (nr. 2905)

13.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): In de problematiek van de bijdrage van de nucleaire exploitanten, lijkt een van de struikelblokken de discussie over de verkoopprijs en de productiekosten te zijn.

Hoeveel heeft SPE bijvoorbeeld betaald voor de nucleaire productiecapaciteit die het overnam van Electrabel? Kan de CREG cijfers bekendmaken over de kostprijs van de productie van één nucleair megawattuur? Is de minister bereid de CREG hierom te vragen?

13.02 Minister **Paul Magnette** (*Nederlands*): De cijfers in verband met de kost- en verkoopprijs van nucleaire capaciteit in België zijn al sedert geruime tijd het voorwerp van een discussie tussen de CREG en Electrabel. De berekeningen van de CREG over de verkoopprijs van de nucleaire energie tussen Electrabel en SPE zijn nog niet afgerond. Verdere analyse is nog noodzakelijk. Ik ben het met de heer Calvo eens dat deze discussie zo snel als mogelijk moet worden beslecht.

De opvolging van contracten en de daaraan gekoppelde winstberekening zijn een exclusieve bevoegdheid van de regulator. Hierbij moeten bepaalde regels van vertrouwelijkheid in acht worden genomen evenals het principe van de onafhankelijke werking van de regulator. Hierin ingrijpen overstijgt mijn bevoegdheid. Het is aan het Parlement zelf om eventuele bijkomende inlichtingen te bekomen.

Ik heb juist voor de val van de regering een wetsontwerp ingediend waarbij voortaan een opvolgingscomité deze problematiek zou opvolgen. Dit kan moeilijk door een regering van lopende zaken worden beslecht, maar niets staat een parlementair initiatief in de weg.

13.03 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen!): Ik leid uit dit antwoord af dat ook de minister vindt dat de verkoopprijs van nucleaire capaciteit van Electrabel aan SPE bekendgemaakt zou moeten worden.

De minister is heel enthousiast over de prijsregulering, maar veel terughoudender over de transparantie inzake prijzen en inzake het bepalen van de hoogte van de nucleaire rente.

Mijn fractie zal wetsvoorstellen indienen over de hoogte van de nucleaire marge en over de verkoopprijs van SPE en Electrabel.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.29 uur.